Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal modifié du 28 avril 2014 concernant les contributions aux frais de personnel et de fonctionnement du Commissariat aux Assurances

Avis du Conseil d'État

(15 décembre 2017)

Par dépêche du 16 novembre 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi qu'un texte coordonné du règlement grand-ducal modifié du 28 avril 2014 concernant les contributions aux frais de personnel et de fonctionnement du Commissariat aux Assurances.

Au jour de l'adoption du présent avis, aucun avis d'une chambre professionnelle n'a encore été communiqué au Conseil d'État.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis tire son fondement légal de l'article 31 de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances selon lequel « [l]e CAA est autorisé à prélever la contrepartie de ses frais de personnel et de fonctionnement par des taxes à percevoir auprès de chaque entreprise ou personne soumise à sa surveillance. Un règlement grand-ducal fixe le montant des taxes et les modalités d'exécution du présent article ».

Examen des articles

Le texte du règlement en projet n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

Le Conseil d'État tient à souligner que le texte de l'article est à insérer dans la même ligne que la forme abrégée de l'article.

Préambule

Le visa relatif à l'avis de de la Chambre de commerce est à adapter pour le cas où l'avis demandé ne serait pas parvenu au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc. Par ailleurs, il faut écrire « Chambre de commerce » avec une lettre « c » minuscule.

À l'endroit des ministres proposant, il y a lieu d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

Article 1^{er}

À l'article 1^{er} que le projet de règlement sous examen vise à modifier, il convient de souligner qu'il peut être fait usage d'une forme abrégée de l'intitulé d'un acte afin d'éviter que la répétition de celui-ci n'alourdisse excessivement le texte du dispositif et rende sa lecture moins fluide. En ce qui concerne la forme abrégée de l'intitulé d'un acte, celle-ci ne devrait non seulement faire ressortir la nature de l'acte, mais aussi sa date. À ce titre, il convient d'écrire « la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, dénommée ci-après « loi du 7 décembre 2015 » et de procéder aux adaptations nécessaires aux endroits pertinents du dispositif.

Article 6

Il est superflu de préciser que « les dispositions » du règlement grand-ducal sous avis sont applicables à partir de l'exercice 2018. Il est dès lors suggéré de libeller l'article sous avis de la manière qui suit :

« **Art. 6.** Le présent règlement est applicable à partir de l'exercice 2018 ».

Article 7

Étant donné que l'exécution d'un règlement en projet doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement dont question. Partant, le terme « ministre » s'écrit avec une lettre initiale minuscule.

Par ailleurs, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, il convient de remplacer la référence « Mémorial », qui n'existe plus sous cette dénomination, par celle de « Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 15 décembre 2017.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes